



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° R02-2025-08-12-0002

**portant autorisation temporaire au titre de l'article R.214-23 du code de l'environnement
concernant les prélèvements d'eau à usage agricole
pour la période du 1^{er} juillet 2025 au 31 décembre 2025**

LE PRÉFET

VU les articles L214-1 à 6, L211-1, R211-21-1 et R 214-23 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

VU le décret du 15 janvier 2025 portant nomination du préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique, M. Étienne DESPLANQUES ;

VU le décret du 31 octobre 2024 portant nomination de Monsieur Aurélien ADAM, secrétaire général de la préfecture de la Martinique, sous-préfet de Fort-de-France ;

VU l'arrêté préfectoral n° R02-2025-07-07-00007 du 7 juillet 2025 portant délégation de signature à Monsieur Aurélien ADAM, secrétaire général de la préfecture, secrétaire général pour les affaires régionales de la Martinique en matière d'administration générale ;

VU l'arrêté du 4 juillet 2024 portant nomination de la directrice de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Martinique, Madame Stéphanie MATHEY ;

VU l'arrêté préfectoral n° R02-2025-02-10-00016 du 10 février 2025 portant délégation de signature à Mme Stéphanie MATHEY, directrice de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Martinique ;

VU la décision n°2025-006 du 24 février 2025 (n°02-2025-02-24-00002) portant subdélégation en matière d'administration générale donnée de la directrice de la DEAL à l'effet de signer aux agents de la DEAL ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature définie à l'article R214-1 du code de l'environnement ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 ;

VU le dossier de demande d'autorisation temporaire complet reçu le 23 mai 2025 à la police de l'eau, présenté par la Chambre d'Agriculture, représentée par son Président mandataire, et relatif aux prélèvements individuels d'eau à usage agricole pour le second semestre 2025 ;

VU le projet d'arrêté portant autorisation temporaire concernant les prélèvements d'eau à usage agricole pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2025, transmis à la chambre d'agriculture par courriel du 22 juillet 2025, pour observations éventuelles dans le cadre de la procédure contradictoire,

lui laissant 15 jours pour formuler ses observations ;

VU l'absence d'observation formulée par la chambre d'agriculture sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que la somme des débits prélevés de 10 des 32 unités de gestion concernées présente un écart négatif par rapport au débit prélevable (débit moyen sec mensuel sec de récurrence cinq ans (QMNA5), diminué du débit minimum biologique (DMB).

CONSIDÉRANT que ce manquement porte atteinte aux dispositions de l'article L211-1 du code de l'environnement, afin d'assurer une gestion équilibrée de la ressource en eau pour satisfaire les besoins des différents usages, notamment l'agriculture, des prescriptions seront assorties à cet arrêté;

Sur proposition du chef du service paysages, eau et biodiversité ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Bénéficiaires de l'Autorisation Temporaire et rubrique concernée

Les mandants figurant en annexe 1 du présent arrêté sont autorisés, en application de l'article L214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser les prélèvements d'eau de surface pour les usages agricoles conformément aux volumes et débits indiqués, pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2025.

La rubrique concernée par cette opération est la suivante conformément à l'article R 214-1 du code de l'environnement :

Rubrique	Intitulé	Régime
1.2.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L214-9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1000 m ³ / heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) ; 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1000 m ³ /heure ou entre 2 et 5% du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D).	Autorisation Temporaire Arrêté du 11 septembre 2003

Le débit de référence du cours d'eau s'entend comme le débit moyen mensuel sec de récurrence cinq ans ci-après dénommé « le débit ».

ARTICLE 2 : Volume prélevable

Le volume prélevable correspond au volume pouvant statistiquement être prélevé huit années sur dix en période de basses eaux dans le milieu naturel aux fins d'usages anthropiques, en respectant le bon fonctionnement des milieux aquatiques dépendant de cette ressource et les objectifs environnementaux du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

ARTICLE 3 : Durée de l'autorisation

L'autorisation est accordée pour une durée de 6 mois, à compter du 1^{er} juillet 2025.

Préalablement au renouvellement de l'autorisation, la Chambre d'Agriculture devra déposer une nouvelle demande en préfecture au plus tard le 30 octobre 2025.

Cette demande devra :

- reprendre les éléments mis à jour du précédent dossier ;
- comporter l'indication des volumes prélevés sur la période précédente ;
- comporter la référence aux débits de temps sec de récurrence 5 ans ;
- faire apparaître, dans le cadre de l'obligation de comptage des volumes prélevés, pour chaque point autorisé, les relevés des mesures effectuées en continu ainsi que le débit horaire moyen et maximum suivant le relevé transmis par le propriétaire ou l'exploitant autorisé.

L'analyse des débits des prélèvements demandés portera obligatoirement sur le cumul, par unité de gestion concernée, des prélèvements sollicités au regard du QMNA5 et du respect du cinquième du module.

ARTICLE 4: Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre précaire et révoquant sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans l'intérêt de l'agriculture, du commerce, de l'industrie ou de la salubrité publique, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait demander aucune justification ni réclamer aucune indemnité.

Toutefois, si ces dispositions venaient à modifier substantiellement les conditions de l'autorisation, elles ne pourraient être décidées qu'après l'accomplissement de formalités semblables à celles qui ont précédé le présent arrêté.

L'autorisation temporaire pourra en outre être révoquée à la demande du Directeur de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de la Martinique, en cas de cession irrégulière à un tiers, de modification de la destination du prélèvement ou d'inexécution des prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Contrôle des installations

Les permissionnaires sont tenus de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux.

Les agents des services publics, notamment ceux de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement du Logement et de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) auront constamment libre accès aux installations autorisées, dans les conditions fixées par l'article L. 181-16 du code de l'environnement.

Les permissionnaires doivent, sur leur réquisition, mettre les fonctionnaires du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérifications et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

Cette autorisation ne préjuge pas de la qualité de l'eau. Il appartient à chaque préleveur autorisé de réaliser des analyses, notamment sur la teneur en chlrodécone, pour vérifier la compatibilité de la qualité de l'eau à la sensibilité des usages qu'il en fait.

ARTICLE 6 : Impôts

Les bénéficiaires de la présente autorisation supporteront seuls la charge de tous les impôts auxquels pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Prescriptions

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature définie à l'article R214-1 du code de l'environnement.

Il doit en outre respecter les conditions et prescriptions suivantes:

- Lors de la réalisation d'un prélèvement, les propriétaires et exploitants dont les noms figurent en annexe 1 ne doivent en aucun cas réaliser ou exploiter des ouvrages qui seraient soumis à déclaration ou autorisation au titre des autres rubriques de la nomenclature définie au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement, sans en avoir fait au préalable la déclaration ou la demande d'autorisation et avoir obtenu le récépissé de déclaration ou l'arrêté d'autorisation ;
- les demandes d'augmentation de volume préalable sans justification ne sont pas autorisées ;
- les points de prélèvement doivent être affectés aux unités de gestion concernées définies dans le cadre de l'étude des volumes prélevables réalisée par le BRGM en novembre 2020 ;
- Toute modification notable apportée aux ouvrages ou installations de prélèvement, à leur localisation, leur mode d'exploitation, aux caractéristiques principales du

prélèvement lui-même (débit, volume, période), tout changement de type de moyen de mesure ou de mode d'évaluation de celui-ci, ainsi que tout autre changement notable des éléments du dossier d'autorisation initial doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. Celui-ci peut, si nécessaire, exiger le dépôt d'une nouvelle déclaration ou autorisation en cas de dépassement du seuil de débit fixé par la rubrique correspondante.

- Les sites d'implantation des ouvrages sont choisis en vue de prévenir toute surexploitation ou dégradation significative de la ressource en eau, superficielle ou souterraine, déjà affectée à la production d'eau destinée à la consommation humaine ou à d'autres usages dans le cadre d'activités régulièrement exploitées ;
- Toutes les dispositions nécessaires sont prises par chaque bénéficiaire de la présente autorisation, dont la liste figure en annexe 1, notamment par l'installation de bacs de rétention, d'abris étanches ou tout autre moyen en vue de prévenir tout risque de pollution des eaux par les carburants et autres produits (huile moteur notamment) susceptibles d'altérer la qualité des eaux, en particulier les fluides de fonctionnement du moteur thermique des équipements de pompage ;
- Tous les bénéficiaires de la présente autorisation doivent **laisser passer dans le cours d'eau un débit minimal correspondant au cinquième du module théorique au droit de leur prise d'eau**. Le débit des prises d'eau ne pourra en aucun cas dépasser les débits mentionnés dans l'annexe 1 du présent arrêté.
- Par ailleurs, le débit instantané est, si nécessaire, ajusté de manière à :
 - permettre le maintien en permanence de la vie, la circulation et la reproduction des espèces piscicoles qui peuplent le cours d'eau où s'effectue le prélèvement ;
 - respecter les orientations, restrictions ou interdictions applicables dans les zones d'expansion des crues, un plan de prévention des risques naturels et un périmètre de protection d'un point de prélèvement d'eau destiné à la consommation humaine.
- Dans le cas d'utilisation de retenues, celles-ci seront remplies de préférence hors période de carême ;
- Le préfet peut, sans que les bénéficiaires figurant en annexe 1 du présent arrêté puissent s'y opposer ou solliciter une quelconque indemnité, réduire ou suspendre temporairement les prélèvements dans le cadre de mesures qui seraient prises de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau.

Il en sera notamment ainsi quand un arrêté préfectoral sera publié portant la Martinique en zone d'alerte, renforcée ou de crise et limitant les usages de l'eau en vue de la préservation de la ressource. Par conséquent, les irrigants équipés de compteurs et autorisés temporairement par arrêté préfectoral à prélever de l'eau à usage agricole pour une période déterminée, devront respecter des tours d'eau. Pour chaque bassin versant identifié, les préleveurs sont repartis en deux groupes (A et B), conformément aux propositions de la chambre d'agriculture, de créneaux horaires différents, de sorte que le débit prélevable soit équilibré entre les groupes afin que la pression exercée sur le milieu aquatique soit réduite, en théorie, de moitié.

Les créneaux horaires retenus permettant d'assurer une irrigation aux heures les moins chaudes sont :

Attribution des créneaux horaires journaliers entre les groupes

Lorsque le seuil de crise est franchi sur le BV	
Groupes	Créneaux d'autorisation : Jours/Heures
A	Lundi de 16h au lendemain 9h Mercredi de 16h au lendemain 9h Vendredi de 16h au lendemain 9h
B	Mardi de 16h au lendemain 9h Jeudi de 16h au lendemain 9h Samedi de 16h au lendemain 9h

- Les tableaux détaillant la répartition des points de prélèvement pour l'irrigation par groupe et par bassin versant seront notifiés à chaque exploitant concerné;

- Les ouvrages et installations de prélèvement d'eau doivent être conçus de manière à éviter le gaspillage d'eau. À ce titre, les bénéficiaires dont la liste figure en annexe 1 prennent des dispositions pour limiter les pertes des ouvrages, réseaux et installations alimentés par le prélèvement dont ils ont la charge ;
- Le prélèvement d'eau, indépendamment de la présente autorisation, doit répondre aux exigences des bonnes pratiques agricoles, en évitant tout gaspillage de la ressource notamment pour ce qui concerne les heures d'arrosage ;
- Chaque ouvrage et installation de prélèvement autorisé est équipé de moyens de mesures ou d'évaluation appropriés du volume prélevé ;
- Toute installation de pompage autorisée au titre du présent arrêté, dont la liste figure en annexe 1, est équipée d'un dispositif de comptage des volumes prélevés.

Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits.

Les moyens de mesure du volume prélevé sont régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

Les propriétaires et exploitants autorisés au titre du présent arrêté, dont la liste figure en annexe 1, conignent sur un registre ou un cahier les éléments ci-après rappelés du suivi de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement :

- pour les prélèvements par pompage visés ci-dessus, les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile ;
 - les incidents / accidents survenus dans l'exploitation et les actions correctives mises en œuvre pour mettre fin à la cause de l'incident ou de l'accident ayant porté atteinte au milieu aquatique. Ces mesures devront être prises sans délai et le service de Police de l'Eau devra en être tenu informé immédiatement ;
 - les opérations d'entretiens, de contrôles et de remplacement des moyens de mesure et de pompage ;
- Ce cahier est conservé pendant 3 ans par chaque bénéficiaire de l'autorisation accordée au titre du présent arrêté et est tenu à la disposition des inspecteurs de l'environnement de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) et de la Police de l'Eau de la DEAL.
Les données qu'il contient sont transmises à la Chambre d'Agriculture de la Martinique avant le 31 décembre de l'année civile qui en fait une synthèse et une analyse et les transmet avant le 31 janvier de l'année suivante au service chargé de la Police de l'Eau.
 - Les bénéficiaires dont la liste figure en annexe 1 devront, en outre, entretenir les parties désignées du domaine public, à savoir les berges à proximité de l'ouvrage. Ils sont autorisés à procéder au désensablement autour de la crépine quand cela est nécessaire au bon fonctionnement du prélèvement.

ARTICLE 8 : Prescriptions spécifiques

Le pétitionnaire doit revoir le traitement des demandes de prélèvement pour le premier semestre 2025 dans le respect des prescriptions formulées à l'article 7 du présent arrêté en veillant notamment à laisser passer le débit minimum biologique et à maintenir l'équilibre entre la ressource et les débits prélevables.

ARTICLE 9 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions des R214-10 et R181-46 du code de l'environnement.

ARTICLE 10 : Déclaration des incidents ou accidents

Chaque mandant est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet et au service de police de l'eau, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, tout mandant devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Chaque mandant demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

ARTICLE 11 : Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, un ou des mandants décident de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir et mettre en œuvre, aux frais du mandant, un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

ARTICLE 12 : Sanctions

Le mandataire informe les exploitants des points de prélèvement autorisés que le non respect des présentes prescriptions peut être sanctionné par une amende de 5^{ème} classe (1500€), notamment pour le dépassement du volume autorisé, et est passible de poursuites judiciaires et administratives conformément aux articles du code de l'environnement qui suivent :

- L216-1 pour les sanctions administratives,
- L216-6 et suivants et R216-9 et suivants pour les sanctions pénales

ARTICLE 13 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 14 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas un mandant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 15 : Publication et information des tiers

En application de l'article R.181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers:

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation temporaire est déposée dans les mairies concernées pour y être consultée;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies concernées pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires et transmis à l'issue de cette période à la police de l'eau;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Martinique pendant une durée minimale de quatre mois. Il est également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Martinique.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Le présent arrêté sera publié sur les sites de la DEAL et de la préfecture valant notification individuelle de la décision des bénéficiaires figurant dans l'annexe 1, après information par la Chambre d'Agriculture.

ARTICLE 16: Voies et délais de recours

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative:

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où cet arrêté décision leur a été notifié;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de:

- a) L'affichage en mairie;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérécourse citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

ARTICLE 17 : Exécution

M. le secrétaire général de la préfecture ;

M. Le directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;

M. Le président de la chambre d'agriculture ;

Mme. la directrice de l'environnement de l'aménagement et du logement ;

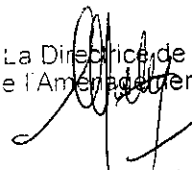
M. Le chef du service départemental de l'OFB en Martinique ;

MM. Les maires des communes de la Martinique ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Schoelcher, le 12 AOUT 2025

La Directrice de l'environnement
de l'Aménagement et du Logement



Stéphanie MATHEY

Annexe 1

Débits et volumes autorisés des points de prélèvement retenus au 2^{sd} semestre 2025

Cle Dossier	Nom Client	unité hydro BRGM	nom unité hydro BRGM	Rivière	X	Y	débit Max autorisé au 2 ^{sd} semestre 2025 (m3/h)	Volume max autorisé au 2 ^{sd} semestre 2025 (m3)
2	CIRAD	44	Lézarde aval	La Lézarde				
			Lézarde Pont	Rivière	-60.96933	14.62055	30	4317
10	SARL SOUDON	40	RN1	La Lézarde				
			Lézarde Pont	Rivière	-60.99082	14.64702	150	17727
11	SARL SOUDON	40	RN1	La Lézarde				
			Lézarde Pont	Rivière	-60.99065	14.64696	39	62105
18	EARL MONT EOLE	40	RN1	La Lézarde				
	SARL HABITATION			Rivière	-60.98959	14.65039	150	8835
19	ASSIER	12	Grande Anse	Rivière Grande				
	SARL HABITATION			Anse	-61.06803	14.83285	140	65840
20	ASSIER	12	Grande Anse	Ravine				
			Lézarde Pont	Roquelaure	-61.07568	14.83713	32	22070
31	EARL BELFORT	40	RN1	La Lézarde				
	SARL Societe Agricole			Rivière	-60.99461	14.65317	150	13842
32	Perinelle	7	Des Pères	Rivière des				
			Lézarde	Pères	-61.1772	14.7589	101	125708
41	EURL SIBAN	37	Désirade	Rivière Blanche				
				Rivière	-61.01588	14.67435	160	72690
48	EURL SIBAN	39	Longvilliers	Prospérité				
				Rivière	-61.02092	14.6657	80	169000
51	EARL AUGUST CACTUS	42	Petite Rivière	Petite Rivière				
				La Lézarde	-60.96893	14.65638	13	3609
66	SARL PETIT MORNE	44	Lézarde aval	Rivière				
	SAS BAN UNION SAINTE				-60.98177	14.61328	250	72022
69	MARIE	42	Petite Rivière	Petite Rivière				
				Rivière du	-60.97403	14.62662	35	14000
70	EARL FOND MAÏS	13	Lorrain aval	Lorrain				
			Lézarde Pont	La Lézarde	-61.04943	14.80844	110	7120
73	EARL DESIRADE	40	RN1	Rivière				
	SARL HABITATION		Lézarde Pont	La Lézarde	-60.99537	14.66396	150	121830
75	BOCHET	40	RN1	Rivière				
			Lézarde Pont	La Lézarde	-60.98391	14.6394	150	51398
78	SARL RIVIERE LEZARDE	40	RN1	Rivière				
			Lézarde Pont	La Lézarde	-60.995723	6	100	32273
79	SARL RIVIERE LEZARDE	40	RN1	La Lézarde				
			Lézarde Pont	Rivière	-60.995723	6	18	48918
86	EARL LA POULETTE	41	Petite Lézarde	Rivière Petite				
				Lézarde	-60.9894	14.69466	10	8719
88	OKADA Shizu	55	Les Coullisses	Rivière				
				Roussane	-60.91562	14.56245	20	3130
90	EARL LES COULISSSES	55	Les Coullisses	Roussane				
				Roussane	-60.91971	14.55946	18	967
96	GFA CHANCEL	42	Petite Rivière	Petite Rivière				
			Galion	Rivière du	-60.97097	14.64488	35	5985
108	SARL LA RICHARD	27	inermédiaire	Galion				
			Galion	Rivière du	-61.00289	14.72896	120	15570
109	SARL LA RICHARD	27	inermédiaire	Galion				
				Galion	-60.99693	14.73423	20	113153
118	ASAPRBPM	3	Basse Pointe	Rivière Roche				
			Lézarde		-61.13586	14.86222	150	194009
132	SARL LITTLE	37	Désirade	Rivière Blanche				
			Lézarde	La Lézarde	-61.00111	14.67111	120	22976
134	SARL LITTLE	37	Désirade	Rivière				
	SARL BANANE DU		Galion	La Tracée	-60.99707	14.67021	8	29156
140	MALGRE	27	inermédiaire	Rivière				
					-60.9647	14.71414	200	300
143	GAEC PICART	21	Fond Capot	Rivière Picart				
					-61.12194	14.70189	2	1040
146	SARL SEMAM	12	Grande Anse	Rivière Rouge				
					-61.08123	14.84628	60	1122
152	PLATOF Michel Jacques	41	Petite Lézarde	eau de source				
	EARL CHARMINE		Lézarde		-60.98211	14.69036	14	5159
171	BANANIERE	37	Désirade	Rivière Blanche				
			Lézarde Pont	La Lézarde	-61.016752	14.674973	290	2787
193	UNION SARL	40	RN1	Rivière				
				Rivière	-60.98259	14.63193	150	27999
213	EARL CASTEL	12	Grande Anse	Crochemort				
	CHERUBIN JEANETTE			Rivière	-61.05209	14.82874	10	191
222	Eddy Simon	55	Les Coullisses	Roussane				
					-60.92071	14.55961	18	6350

228 SARL PETIT MORNE SARL HABITATION	44 Lézarde aval	La Lézarde Rivière	-60.98032	14.61775	300	35478
229 BOCHET	44 Lézarde aval	La Lézarde Rivière	-60.98035	14.61818	300	5110
230 SARL PETIT MORNE SARL HABITATION	44 Lézarde aval	La Lézarde Rivière	-60.98022	14.61844	36	1635
255 GONDEAU SARL HABITATION	38 La Jambette	eau de source	-61.02717	14.64331	40	98
256 GONDEAU	38 La Jambette Lézarde Pont	eau de source	-61.02721	14.64539	15	12571
257 SARL CHOISY	40 RN1	eau de source La Lézarde	-61.01593	14.66668	17	1845
260 SARL PETIT MORNE SARL ANTILLES VITRO	44 Lézarde aval Lézarde Pont	Rivière La Lézarde	-60.98157	14.61364	100	62337
264 PLAN	40 RN1	Rivière	-60.98959	14.65039	40	24813
275 EARL BEAUVALLON LUC CAYOL Yvon Jean	9 Capot amont Lézarde	Rivière Cloche Rivière	-61.11202	14.77006	10	7982
285 Pierre	37 Désirade	Goureau La Lézarde	-61.02808	14.6753	30	779
319 OUEDY Alex Victor	50 Caleçon	Rivière Ravine	-61.00027	14.58595	18	4752
320 UNION SARL	44 Lézarde aval	Bochette	-60.97994	14.62888	40	32437
321 UNION SARL	42 Petite Rivière	Petite Rivière	-60.9739	14.62207	35	5484
322 UNION SARL SARL BANANE DU	42 Petite Rivière Galion	Petite Rivière La Tracée	-60.97412	14.6293	34	5732
327 MALGRE	27 inermédiaire	Rivière Rivière Les	-60.97039	14.70946	15	4903
333 EARL MVMAP EARL DOMAINES	55 Les Coullisses	Coullisses La Roxelane	-60.91141	14.56339	18	2894
334 THIEUBERT EARL LES SERRES DE	8 Roxelane	Rivière	-61.16762	14.75114	100	22527
336 PREVILLE SARL LES JARDINS DU	3 Basse Pointe	eau de source	-61.14375	14.84665	3	14024
341 NORD SARL BANANES DU	9 Capot amont	rivière Cloche Rivière du	-61,10033	14,76203	33	24635
350 GALION	28 Galion aval Galion	Galion La Tracée	-60.9529	14.71338	30	5598
357 SARL BAGATELLE SARL MADININA	27 inermédiaire	Rivière Rivière	-60.98317	14.72076	10	19592
359 CULTURE	8 Roxelane	Clitandre Rivière Petite	-61,14252	14,75327	100	165000
362 SARL BAGATELLE	41 Petite Lézarde	Lézarde	-60.99458	14.69822	10	121010
366 D.A.S.L SAS	64 Oman	Rivière Oman Rivière	-60.96828	14.48014	43	39085
367 SNP CONCORDE	17 Sainte Marie Galion	Bambous Rivière de	-60.997	14.7624 14.74333	20	73667
373 CAFEIERE SAS	24 Bassignac	Sainte-Marie Rivière	-61.010555	33	260	7971
374 SAS NOUVELLE CITE	17 Sainte Marie	Bambous Rivière de la	-61.02618	14.75097	180	10206
387 ASAUPIMV SARL HABITATION	28 Galion aval	Digue	-60.95868	14.69253	83	277518
388 ASSIER	12 Grande Anse Capot	Rivière Claire	-61.0808	14.8285	35	84341
393 EDEN SARL BOURGEOIS Jacques	10 intermédiaire	Rivière Noire Rivière du	-61.13165	14.80966	15	45228
404 hughues	39 Longvilliers	Longvilliers La Lézarde	-61.00922	14.64463	15	6494
415 SARL PETIT MORNE	44 Lézarde aval	Rivière	-60.98233	14.61311	300	72022
421 MAURICRACE Jules	9 Capot amont	Rivière Capot	-61.10712	14.76225	10	641
427 ASAPRBPM	11 Capot aval	Rivière Falaise	-61.11339	14.82915	540	1718131
429 ASAPRBPM	3 Basse Pointe	Rivière Pocquet	-61.10563	14.84734	55	25000
430 ASAPRBPM	3 Basse Pointe	Rivière Pocquet Rivière de	-61.12016	14.83995	540	421281
431 ASAPRBPM	3 Basse Pointe	Basse-Pointe Rivière de	-61.12382	14.84779	240	98786
432 ASAPRBPM	3 Basse Pointe	Basse-Pointe	-61.11807	14.85897	240	366080
434 ASAPRBPM	3 Basse Pointe	Rivière Hacaert	-61,12857	14,86291	70	400000
436 ASAPRBPM	3 Basse Pointe	Rivière Roche Rivière de	-61.1377	14.86043	70	439804
437 ASAPRBPM	3 Basse Pointe Capot	Macouba ou Rivière Verger	-61.15214	14.85268	75	379742
468 ASAPRBPM	10 intermédiaire	Rivière Falaise	61.09639	14.83184	40	25000

475 SCEA VICTOIRE	46 Desroses	eau de source	60.93143	14.61458	20	1895
479 SAINTE ROSE MERIL Fred	43 Cacao	Rivière Cacao	60.93411	14.65192	35	2700
481 EARL RORIPPA	9 Capot amont	Rivière Capot Ravine	61.11303	14.74917	100	19667
490 BOSTON Corinne	43 Cacao	Mansarde	-60.94934	14.68329	18	706
498 CHARLES-ALFRED karen	9 Capot amont Capot	Rivière Cloche	61.10319	14.76595	5	657
503 EARL LES OLIVIERS	10 intermédiaire	Rivière Pirogue	-61.09365	14.81092	5	967
516 FIDELIN Michael, Médar	19 Carbet aval	Ravine Foyal Rivière Bois d'Inde	-61.1368	14.72122	5	978
530 POMPONNE Bérard	63 Bois d'Inde	Rivière de Fond-Bourlet	60.9519	14.48762	5	170
533 DORVAL Jean-Philippe	31 Fond Lahaye Galion	Fond-Bourlet	-61.12848	14.6379	5	488
538 DOM AGRO	27 inermédiaire	eau de source Rivière du Longvilliers	-60.99202	14.72019	5	1846
549 SARL CHOISY	39 Longvilliers Lézarde Pont	Rivière Quiembon	-61.02375	14.669518	12	20099
550 EARL BELFORT CHERUBIN JEANETTE	40 RN1	Rivière Roussane	-60.998338	14.652715	6	4907
552 Eddy Simon	55 Les Coullisses	Rivière Roussane	-90.920337	14.56121	5	368
556 RICHAL Serges	55 Les Coullisses	Rivière	-60.910821	14.56266	7	18285
557 CAFEIERE SAS	17 Sainte Marie	Rivière Coco	-61.025199	14.751235	50	18288
558 ALOVE Dominique EURL CARA	15 Saint Jacques	Rivière Marigot	-61.035473	14.82213	30	317
559 AGRICULTURE	10 Capot amont Rivière du	Rivière Capot Rivière du	-61,100301	14,79979	15	1500
560 FIXY Fernande	16 Lorrain Rivière du	Lorrain Rivière du	-61.035474	14.82214	15	4000
561 BURLAC Jean-philippe	24 Galion Rivière du	Galion Rivière du	-61,028755	14,733743	20	1500
562 PAVIOT Dominique ASL DES AGRICULTEURS	56 Simon Rivière de la	Simon Rivière de la	-60,891369	14,570816	20	1500
563 DU PRECHEUR	6 Pointe Lamare	Pointe Lamare	-61,20377	14,797774	100	165000

